

CDEN du 21 avril 2020 Déclaration du SE-Unsa

Mesdames, messieurs,
Représentants des parents, des élus et des personnels...

En ce moment si particulier, il convient de relativiser les enjeux d'un CDEN en Haute-Garonne face à la pandémie qui tue des milliers d'êtres humains.
Nous ne sommes pas en guerre mais notre espèce s'aperçoit à nouveau qu'elle est vulnérable. L'impensable d'hier devient réalité aujourd'hui.

Pour le SE-Unsa cette période difficile doit être affrontée avec bienveillance entre nous et il convient de **s'interroger sans attendre sur la société que nous voudrions** pour les jours d'après.

Face à la maladie, la situation actuelle démontre que la recherche du profit, l'individualisme et le rejet des autres ne soignent pas.

Quelle répartition de la production est utile et supportable pour la planète ?

Quelle répartition des richesses entre individus est nécessaire pour « vivre ensemble » ?

Notre syndicat, avec l'Unsa, rappellera ses propositions.

La situation nous éclaire aussi sur la vérité de chacun.

Les enseignants prouvent actuellement que nous faisons ce métier dans l'intérêt, avant tout, des enfants : l'adaptation de nos pratiques, en un temps record, montre notre détermination, notre compétence, notre dévouement...

Le SE-Unsa est fier des personnels que nous représentons, et plus largement DES services publics (infirmiers, médecins, policiers, éboueurs, etc...),

Fiers des personnels mais, nous sommes tristes de le dire, **notre ministre nous inspire moins de fierté** : De déclarations contradictoires en annonces irréalistes, la communication ministérielle nous apporte peu d'aide et de réconfort.

Nous n'allons pas insister ici.

*

Disons tout de même un mot sur la situation à venir.

A partir du 11 mai, un déconfinement « progressif » est annoncé par le président de la République.

Pour les enseignants, cette annonce suscite surtout des questions et des inquiétudes (nous les détaillons lors des différents CHS-CT). Soyez sur que **nous n'accepterons pas que soient mis en danger les personnels et les élèves**.

Cela implique que notre administration précise le sens de « progressif ».

Il faudra dire aux parents, aux enfants et aux personnels qu'en mai et juin, l'école, cela **ne sera pas tous, pas tout de suite et pas tout le temps**.

Plus précisément ;

que le 11 mai, aucun enfant ne sera accueilli ;

que pendant deux mois, l'école ne se déroulera jamais en classe entière ;

qu'il y aura toujours des enfants à la maison...

Et, pour changer nous souhaiterions que cette organisation soit discutée dans les instances de notre ministère avant d'être annoncée à la télévision.

*

Sur l'ordre du jour, la carte scolaire.
Il y aura donc 88 postes supplémentaires.

- 15 postes ont été ajoutés, suite à l'instauration d'un « joker Blanquer » pour les maires des communes « rurales ».

Joker qui amène une trentaine d'annulations de fermetures (tant mieux pour ces écoles).
Ainsi, cela amènera des classes à moins de 15 élèves et des classes qui resteront à plus de 30 ! Si nous voyons l'intérêt pour la communication du ministre, nous voyons moins l'intérêt pédagogique...

Nous ne reprochons rien aux élus, mais ne soyez pas dupes : en 2021, ce joker sera remplacé par de nouvelles annonces...

- Autres nouvelles mesures imposée par annonce du premier de cordée, **les grandes sections à 24 élèves.**

Cela amène dans notre département 18 ouvertures de classe
18 ouvertures pour 110 nécessaires, selon les estimations de l'administration.
Il semble qu'il manque encore des ouvertures...

Et surtout, lors du CTSD, vous nous avez dit en même temps :

- Nous ouvrons une classe quand la moyenne de l'école dépasse 28.
- Nous voulons que les écoles ne dépassent pas 30 de moyenne.
- Nous ouvrons quand la moyenne dépasse 32, c'est notre « repère » départemental.

Clair, logique, cohérent...

et pratique pour les mairies qui doivent prévoir les bâtiments scolaires.

- Nous continuons : les élèves d'ULIS.

La (mal nommée) loi « Ecole de la confiance » impose clairement que ces enfants soient comptabilisés dans les effectifs de l'école.

Vous répondez tranquillement : « nous ne procédons pas ainsi ».

Peut-on répondre de même aux élèves qui nous demandent le respect d'une règle ?

Ensuite, il n'y a plus de moyens

- Aucun postes pour les réseaux d'aide (dans cinq circonscriptions zéro rééducateur, les maitres G)

- Aucun poste pour le remplacement, dont nous connaissons tous les difficultés.

- Pour les écoles « bord de REP », les petites décharges de direction supplémentaires qui disparaissent...

Etc.

*

Le confinement actuel aura des conséquences qui ne disparaîtront pas le 11 mai ou pendant les grandes vacances. Ne serait-ce pas le moment de renforcer les dispositifs hors la classe qui vont soutenir les équipes et surtout les élèves en difficultés.

Plutôt que la recherche permanente de communication, comme les « vacances apprenantes » ; une solution n'est-elle pas dans le renforcement de ces dispositifs qui devraient permettre à l'éducation nationale d'être son propre recours ?

*

Nous y reviendrons dans l'étude du document, mais nous savons déjà que si nous serons heureux de reprendre une nouvelle année scolaire, en Haute-Garonne, cela ne se passera pas dans de meilleures conditions.